

manquent en ce moment pour élaborer une politique du logement. Nous les avons dans les bureaux d'Ottawa, dans les provinces et dans les villes canadiennes. Ce qui manque c'est la volonté de construire des logements pour nos concitoyens.

Avant de vous entendre dire que cela coûtera trop cher, je veux vous rappeler que la vie de milliers de Canadiens dans ce pays est empoisonnée parce que nous ne construisons pas des logements modernes et décents. Prenons pour exemple le cas des plus déshérités d'entre nous, les Indiens. S'ils n'ont jamais pu s'en sortir c'est à cause des taudis et de la misère dans laquelle ils vivent. Dans leurs masures, on ne voudrait même pas y faire vivre des animaux domestiques et ils sont nombreux, ceux d'entre eux, qui vivent dans de telles conditions.

Je pourrais vous montrer des régions de ma circonscription où, même si on y trouve des entreprises de logements subventionnés assez convenables à prix modique, les habitants sont absolument privés—du moins, il en était ainsi avant cet été—d'installations de récréation ou de perspectives de programmes d'aménagement. Après des efforts considérables, la Vancouver Housing Authority a finalement obtenu l'argent nécessaire pour faire poser une clôture autour de deux lots servant de terrain de jeux aux bambins pour empêcher que ces enfants d'âge pré-scolaire soient victimes d'accidents de la circulation dans les rues avoisinantes. Certaines gens n'aimaient pas la situation de ces parcs pour enfants et avaient le sentiment qu'on pourrait trouver des terrains disponibles dans de meilleurs quartiers. Un des représentants officiels du conseil municipal de Vancouver s'occupant d'habitation m'a dit que cela était probablement vrai, mais a ajouté: «Pour l'amour du Ciel, n'en soufflez mot à Ottawa parce qu'on y exigerait l'installation de nouvelles toilettes, ce qui prendrait au moins deux ans de négociation avec Ottawa avant d'obtenir les fonds nécessaires pour l'achat de ces nouvelles installations.» J'ai mentionné cela tout simplement comme exemple du fait que nous ne traitons pas ces problèmes comme nous le devrions.

● (4.40 p.m.)

Engagés, paraît-il, dans une guerre contre la pauvreté, où trouverons-nous les fonds nécessaires? Je rappelle aux députés que le gouvernement fédéral dépense presque tout le revenu de l'impôt sur les sociétés dans deux domaines de sa compétence: la défense et l'emprunt. Je trouve que nous pourrions réduire de beaucoup les dépenses pour la défense, même si tous ne partagent pas mon avis. Il est indéniable que le gouvernement fédéral dépense environ 40 p. 100 de tout son

revenu pour la défense et les intérêts sur l'emprunt.

Il est sans doute plus important pour un pays d'avoir une population saine et heureuse que beaucoup de ferraille de défense militaire coûtant très cher. Nous devrions d'abord songer à fournir des maisons modernes et confortables. J'en suis certaine, des dépenses à cette fin seraient beaucoup plus utiles qu'aux fins de la défense. A notre époque nucléaire, il importe bien davantage qu'existe une population saine de corps et d'esprit et heureuse, plutôt qu'un énorme réseau de défense.

Voilà les commentaires que je voulais faire cet après-midi. Si je ne les ai pas présentés à votre satisfaction, c'est que je n'ai pas l'habileté voulue pour le faire. J'ai exprimé, suis-je convaincue, l'opinion des gens de ma circonscription et de toute la région de Vancouver, surtout en ce qui concerne l'urgence. Des centaines de mes commettants ne pourront jamais devenir propriétaires d'une maison, car il leur est tout à fait impossible de verser le paiement initial. Ils ne veulent pas de logement public à loyer modique, bien que des milliers de gens aient besoin de ce genre d'installation. J'exhorte le gouvernement à prendre son nouveau rôle au sérieux au début de ce deuxième siècle de la Confédération. Si nous voulons que le Canada demeure une seule nation, il nous faudra prévoir un haut niveau de vie, une formation et des logements satisfaisants, de même que des possibilités pour tous. Le gouvernement actuel n'est pas encore prêt à prendre l'initiative dans ce domaine. Les gens continueront, j'en suis sûre, d'exiger qu'on réponde à leurs besoins.

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir de prendre la parole à l'occasion de cette motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides pour—j'allais dire faire une certaine critique—faire ce que j'appellerais surtout des remarques. Nous n'avons certainement pas à prouver au ministre la nécessité du logement au Canada: il est aussi convaincu que nous de cela. Nous n'avons donc pas à le convaincre davantage. Par ailleurs, nous sommes enclins à le plaindre plutôt qu'à le critiquer amèrement. Nous plaignons cette équipe qui est immobilisée dans une camisole de force, c'est-à-dire notre système fiscal qui impose ses volontés à l'ensemble du Canada et qui fait que nos ministres ne sont plus que des marionnettes.

Chaque fois que j'étudie certaines particularités de notre système fiscal, je pressens la présence d'une force occulte qu'il nous est impossible de déterminer pour la bonne raison qu'elle se cache derrière les lois.